

Délibération n°2026_04_16_3

Objet : Convention intercommunale de coordination des interventions de la Police Métropolitaine des transports et des forces de sécurité de l'État - Approbation et autorisation de signature

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 16 AVRIL 2026**

L'an deux mille vingt six, le seize avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 10 avril 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 22

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI - Xavier MIRAULT - Francine BOYER - René DEROSI - Michel LITTON - Eric LOUVET - Muriel POUJOL - Sandrine CLAPIER - Patricia NIVESSE - Cyril MARCHAL - Karine BREITHEL - Benoît DELTOUR - Farah GUILLAUMONT - Magali OLOMBEL - Romain CASAS-MATEU - Liliane FELIX - Fanette VIALARD - Richard CHAUVET - Mickaël BERGE

Absents représentés :

Jocelyne TAVERNE pouvoir à Xavier MIRAULT - Fabrice IRANZO pouvoir à Jean-Pierre RICO - Olivier BOUDET pouvoir à Cyril MARCHAL - Jean-Marc MALEK pouvoir à Sandrine CLAPIER - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Richard CHAUVET - Sabine COMMUNAY pouvoir à Liliane FELIX

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la création d'une police municipale intercommunale nommée Police Métropolitaine des Transports (PMT). Cette police intercommunale a vocation à intervenir sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment sur tout le réseau de transports de la métropole, afin d'accompagner la gratuité des transports mise en œuvre depuis le 21 décembre 2024.

Par délibération du Conseil Municipal n°2023_04_11/01 du 11 avril 2023, une convention de coordination des interventions de la Police Métropolitaine des Transports et des forces de sécurité de l'État a été conclue le 7 juin 2023, pour une durée de 3 ans renouvelable par reconduction expresse, conformément aux dispositions du I de l'article L.512-4 du Code de la Sécurité Intérieure. Elle vient préciser la nature et les lieux d'intervention, ainsi que les modalités d'intervention des agents de la Police Municipale affectés à la PMT.

Cette convention a pour objet d'organiser une coproduction de la sécurité entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole, les communes signataires de la présente convention et la TaM, Société Publique Locale dédiée à l'exploitation des transports en commun métropolitains des voyageurs. Elle détermine également les modalités selon lesquelles, ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Le nouveau projet de convention 2026-2029, se substitue à la précédente convention signée entre le Préfet de l'Hérault, le Procureur de la République, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, et les 31 maires du territoire pour une durée de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention intercommunale de coordination des interventions de la Police Intercommunale de Montpellier Méditerranée Métropole et des forces de sécurité de l'État ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 17 avril 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.